

**INTERVENTION DE CHRISTOPHE ROUILLON,
PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS**

**EN REPLIQUE À
EMMANUEL MACRON,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**LORS DE LA SESSION PLENIERE DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS
BRUXELLES, 1^{er} DÉCEMBRE 2021
Bâtiment Charlemagne**

Monsieur le Président de la République française,
Chers collègues,
Mesdames, messieurs,

Au nom du groupe socialiste et en ma qualité de maire, je vous remercie de votre présence à notre session plénière du Comité européen des régions.

Notre comité n'est pas un machin bureaucratique mais une assemblée politique au service du projet démocratique européen !

Représentants des 100 000 collectivités locales de l'Union européenne, le comité européen des régions sera un partenaire stratégique de la présidence française de l'Union européenne.

Le rebond de la pandémie et la lutte contre le changement climatique créent une situation d'urgence qui légitiment des décisions européennes audacieuses pour une croissance écologique et sociale.

A cela s'ajoute une nouvelle coalition allemande plus que jamais progressiste, européenne et francophile qui s'engage à défendre un État fédéral européen, décentralisée selon les principes de la subsidiarité. Cet accord est favorable à une convention constituante qui traduira en droit primaire de l'Union ce que les citoyens attendent.

Fort de ce contexte favorable, bref un parfait alignement des planètes, la présidence française devra relever deux défis majeurs.

Le premier défi sera d'absorber le choc des transitions écologiques et numériques.

Les perdants de la crise sanitaire sont légions. Les États ne pourront pas faire face à la colère grandissante si les régions et les communes d'Europe ne sont pas associées à la mise en œuvre du Fonds social pour le climat et à la mise en place d'une réglementation européenne pour les travailleurs exploités par les plateformes numériques.

Le second défi de la présidence française est de faire face à la crise démocratique.

Une grande majorité des européens pensent que les maires et les élus régionaux n'ont pas assez d'influence en Europe. Le million d'élus locaux européens peut contribuer à convaincre nos concitoyens que l'appartenance à l'UE est une chance et une opportunité.

Monsieur le Président, appuyez-vous sur la force des collectivités territoriales et sur la popularité de ses élus !

Le Comité européen des régions représente les territoires au cœur du processus décisionnel européen. Pourtant il n'a qu'un rôle consultatif. La présidence française devrait saisir l'opportunité de la Conférence sur le futur de l'Europe pour renforcer son rôle.

Trente ans après sa création par Jacques Delors, pourquoi ne pas donner à notre assemblée politique un pouvoir législatif qui renforcera la légitimité de l'intervention européenne dans les domaines de la cohésion territoriale, de l'action locale pour le climat, des droits fondamentaux et de la citoyenneté ?

Le Comité européen des Régions aime l'Europe. Il peut être un allié sûr pour ceux, qui comme vous, Mr le Président, souhaitent consolider le projet européen.

Osez nous faire confiance !

Merci de votre attention.